

Emploi public

La fonction publique représente près du quart des emplois

Avec 23 % de l'emploi total du territoire contre 20 % en France métropolitaine, la fonction publique est très présente en Centre France. Fin 2015, elle y emploie 146 900 personnes. Le Centre France se distingue en particulier par un poids important de la fonction publique hospitalière (29 %). En effet, la forte présence de personnes âgées sur le territoire crée des besoins d'accueil spécifiques, notamment en lien avec la dépendance. Près de quatre emplois publics sur dix font partie de la fonction publique d'État. La fonction publique territoriale représente 33 % des emplois publics du territoire. Globalement, les fonctionnaires sont un peu moins qualifiés dans le Centre France qu'en moyenne nationale. Le contexte actuel de réformes territoriales et des contraintes budgétaires de plus en plus fortes pourraient avoir un impact sur les effectifs de la fonction publique. Ainsi, ces derniers n'ont pas cessé de progresser entre 2011 et 2014 et diminuent légèrement entre 2014 et 2015.

Sandra Bouvet, Insee

Fin 2015, la fonction publique emploie 146 900 personnes en Centre France, soit 23 % de l'emploi total. C'est une composante importante de l'emploi, un peu plus marquée que pour l'ensemble de la France métropolitaine (20 %). Ceci s'explique en partie par la baisse de l'emploi total et de l'emploi industriel mais n'est pas forcément dû à des effectifs importants. En effet, le taux d'administration du Centre France, qui rapporte les effectifs de la fonction publique à la population, est légèrement inférieur au niveau métropolitain (83 % contre 85 %). C'est dans la Creuse que la part de la fonction publique est la plus importante, avec 27,6 % des emplois (figure 1). Elle est le deuxième département métropolitain où ce poids est le plus fort après la Meuse (28,2 %). À l'inverse, la Saône-et-Loire est le département du Centre France où la part de la fonction publique est la plus faible (20 %).

Entre 2010 et 2014, le nombre d'emplois publics en Centre France a progressé en moyenne de 0,3 % chaque année. À l'inverse, il a diminué de 0,3 % entre 2014 et 2015. L'emploi public fait face aujourd'hui à de fortes contraintes budgétaires qui pourraient avoir un impact sur les effectifs.

Moulins et Guéret sont les zones d'emploi du Centre France où la part des emplois publics est la plus élevée, avec 26,5 % de l'emploi total (figure 2). À l'inverse, la zone d'emploi de Louhans est celle où la fonction publique est la moins présente (13,4 %).

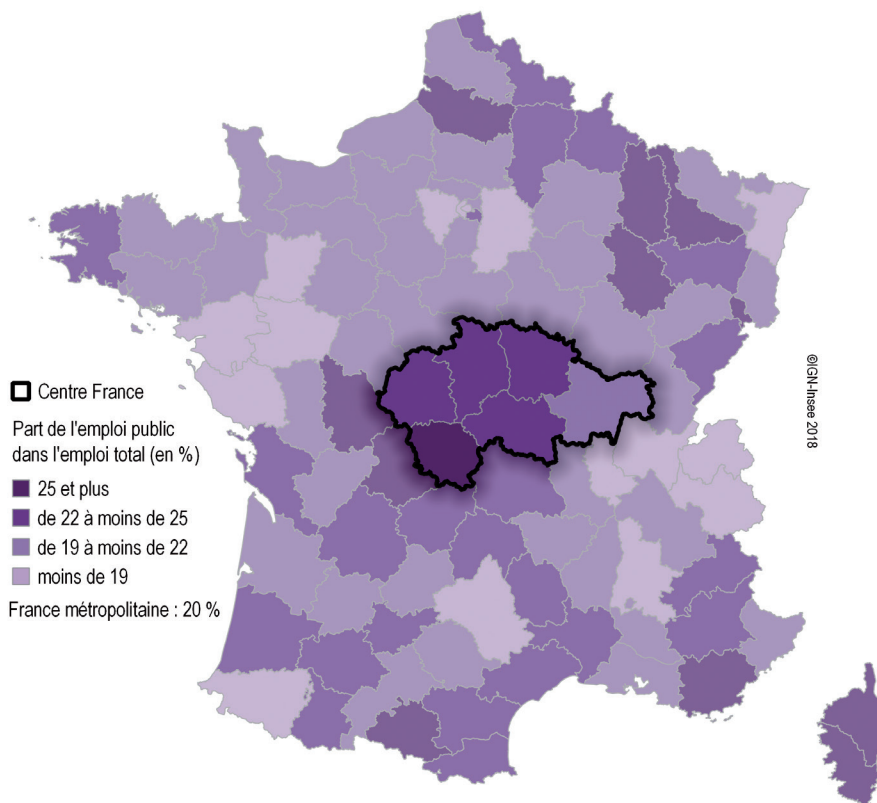
Forte présence de la fonction publique hospitalière

En 2015, près de quatre emplois publics sur dix (37 %) relèvent de la fonction publique d'État (FPE). La fonction publique territoriale (FPT) représente 34 % des effectifs et la fonction publique hospitalière (FPH) 29 %.

Cette dernière est plus présente en Centre France qu'en France métropolitaine (21 %) (figure 3). En effet, les sept plus gros employeurs du Centre France sont des centres hospitaliers. Le plus important est celui de Chalon-sur-Saône avec près de 2 100 agents. Les centres hospitaliers de Bourges, Vichy et Mâcon emploient

1 Fonction publique : un poids important en Centre France

Part de l'emploi public dans l'emploi total fin 2015, par département



Sources : Insee, SIASP 2015, Estimations d'emplois localisées 2015

environ 1 800 personnes chacun. Le poids important de la fonction publique hospitalière s'explique aussi en partie par une population plus âgée. En effet, les emplois dans les établissements publics d'hébergements pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont relativement plus nombreux en Centre France qu'en métropole. Ainsi, ils représentent 5,6 % des emplois publics du Centre France contre 1,9 % en moyenne métropolitaine. La Creuse et l'Allier font partie, avec la Haute-Vienne, des trois départements français où la fonction publique hospitalière est la plus présente, avec respectivement 28, 29 et 32 agents pour 1 000 habitants contre 24 pour 1 000 habitants pour la France métropolitaine. En revanche, le poids des Ehpad dans les emplois publics est plus faible dans la Nièvre (3,2 %) malgré une population plutôt âgée. En effet, dans ce département, un peu moins de la moitié des Ehpad sont publics (45 %) alors que c'est plus des trois quarts dans la Creuse. Le vieillissement de la population et l'augmentation de la dépendance pourraient créer des besoins grandissants d'accompagnement des personnes âgées dépendantes. Ainsi, comme pour l'ensemble de la France métropolitaine, l'emploi dans la FPH ne cesse d'augmenter depuis 2010 en Centre France.

Moins de fonctionnaires d'État, surtout dans l'enseignement

La fonction publique d'État est relativement moins présente en Centre France qu'en France métropolitaine (44 %). Cette différence concerne surtout les effectifs du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (figure 4). Il représente près d'un emploi public sur cinq en Centre France contre un sur quatre en moyenne métropolitaine. En effet, peu de formations d'enseignement supérieur sont présentes en Centre France. En revanche, le ministère de l'Intérieur a un poids plus important sur le territoire que la moyenne nationale (16 % des emplois de la FPE contre 12 %), notamment dans l'Allier (29 %). Ceci est en partie dû à la présence d'une école de gendarmerie à Montluçon.

Un tiers des emplois publics dans la fonction publique territoriale

Enfin, la fonction publique territoriale représente un poids très proche de celui de l'ensemble de la France métropolitaine (35 %), bien qu'aucun des départements du territoire ne soit une capitale régionale.

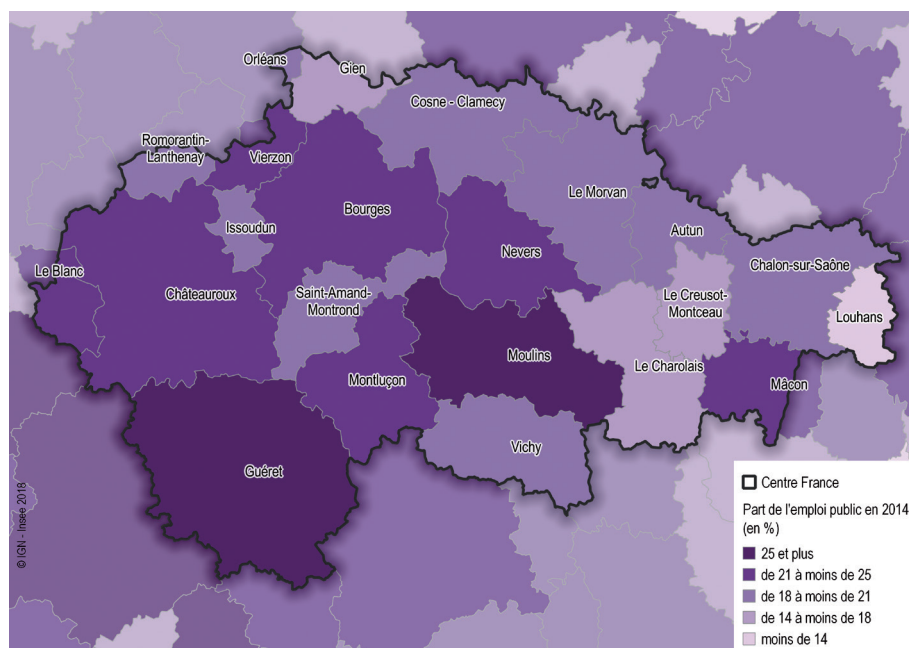
Les principaux établissements de la FPT du Centre France sont les Départements du Cher et de la Saône-et-Loire. Ils font partie des dix plus gros employeurs du territoire. Plus de la moitié des effectifs de la FPT travaillent dans les communes, 20 % sont employés par un Département et 18 % par une intercommunalité. La mise en œuvre des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) prévus par la loi

sur la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) a conduit à une recomposition des territoires intercommunaux, notamment des fusions d'intercommunalités. Ainsi, le nombre d'établissements publics de coopération intercommunale a diminué de 42 % entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2018.

La loi NOTRe prévoit aussi un transfert de compétences dans le domaine des

2 Une présence importante de l'emploi public dans les zones d'emploi de Moulins et Guéret

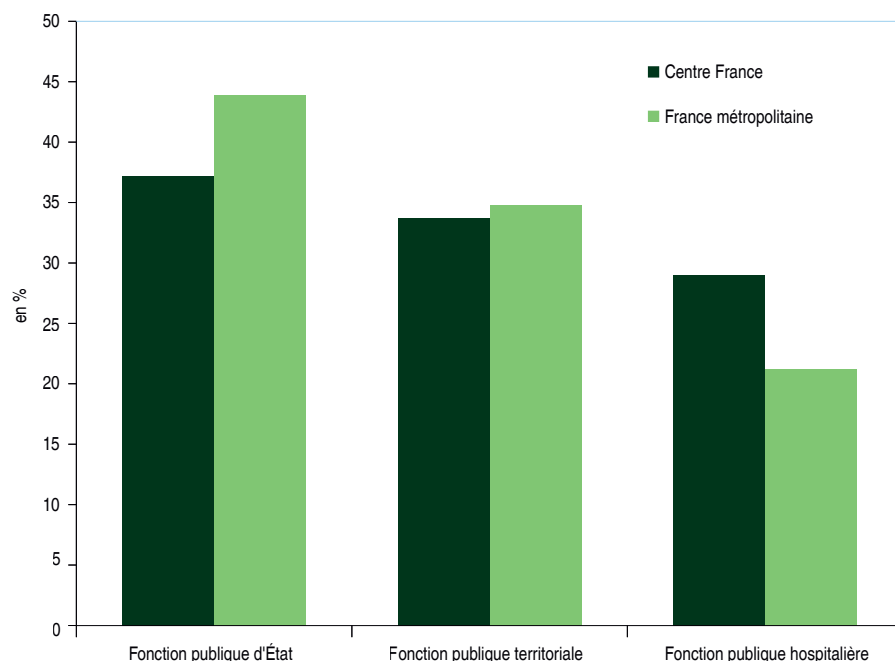
Part de l'emploi public dans l'emploi total fin 2014



Sources : Insee, SIASP 2014, Estimations d'emplois localisées 2014

3 Davantage d'emplois dans la fonction publique hospitalière en Centre France

Répartition des effectifs publics selon la catégorie hiérarchique et le versant de fonction publique



Source : Insee, SIASP 2015

transports scolaires et interurbains des départements vers la région. Le Centre France ne comportant aucune capitale régionale cela pourrait avoir un impact sur les effectifs de la FPT sur le territoire. Après avoir augmenté chaque année depuis 2011, les effectifs de la FPT se stabilisent entre 2014 et 2015.

Des emplois publics moins qualifiés en Centre France

En Centre France, 28 % des fonctionnaires sont de catégorie A, la plus qualifiée. C'est 4 points de moins que la moyenne provinciale et 5 points de moins que la moyenne métropolitaine. Cet écart s'explique à la fois par une plus faible qualification des emplois quel que soit le versant de la fonction publique et par une moindre présence en Centre France de la FPE, dans laquelle la proportion d'emplois de catégorie A est plus forte que dans les autres versants. Cette plus forte qualification s'explique par le poids important des enseignants qui sont en majorité des cadres A. Comme au niveau national, la répartition par catégorie est très différente selon le versant de la fonction publique (figure 5). En Centre France, près de la moitié des effectifs de la FPE sont des cadres A. Aucune capitale régionale n'étant présente en Centre France et l'offre universitaire étant peu développée, la part d'emplois de catégorie A dans la FPE est plus faible que la moyenne nationale.

Comme au niveau national, les emplois de la FPT sont moins qualifiés. Ainsi, en Centre France près de huit agents territoriaux sur dix sont de catégorie C.

Dans la FPH, les emplois publics sont nettement moins qualifiés qu'au niveau national. Seuls 25 % de ces emplois sont de catégorie A en Centre France, contre 32 % en France métropolitaine. ■

4 146 900 emplois publics en Centre France en 2015

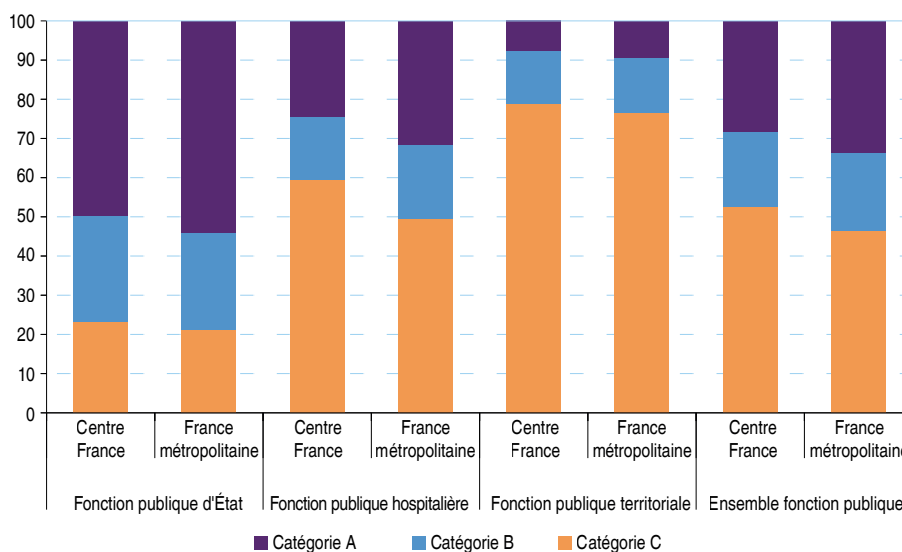
Répartition des emplois publics du Centre France selon le versant de fonction publique et le ministère de tutelle

	Centre France		France métropolitaine	
	Effectif	Répartition (en %)	Effectif	Répartition (en %)
Fonction publique d'État	54 700	37,2	2 395 800	43,9
dont : Éducation, Recherche	29 300	19,9	1 364 300	25,0
Intérieur	8 400	5,7	280 300	5,1
Défense	6 000	4,1	263 200	4,8
Économie	3 100	2,1	154 600	2,8
Justice	2 100	1,4	77 600	1,4
Autres	1 900	1,3	83 900	1,5
Affaires sociales	1 900	1,3	97 400	1,8
Logement, Écologie	1 800	1,2	74 300	1,4
Fonction publique territoriale	49 500	33,7	1 898 500	34,8
Fonction publique hospitalière	42 700	29,1	1 158 300	21,2
Ensemble	146 900	100,0	5 452 600	100,0

Source : Insee, SIASP 2015

5 Moins d'emplois qualifiés, notamment dans la fonction publique hospitalière

Répartition des effectifs publics selon la catégorie hiérarchique et le versant de fonction publique (en %)



Source : Insee, SIASP 2015

Champ

Le champ de l'étude englobe l'ensemble des agents en poste au 31 décembre 2015. Sont donc pris en compte les agents titulaires comme les non titulaires, les emplois aidés et les apprentis.

Pour en savoir plus

- « L'emploi dans la fonction publique en 2016 : l'emploi augmente sauf dans le versant territorial », *Insee Première* n° 1691, mars 2018
- « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique », DGAFP, édition 2018
- « Des problématiques de renouvellement de la fonction publique différentes selon les versants », *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 35, juillet 2017
- « Baisse des effectifs de la fonction publique en Bourgogne-Franche-Comté entre 2013 et 2016 », *Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté* n° 69, octobre 2018